

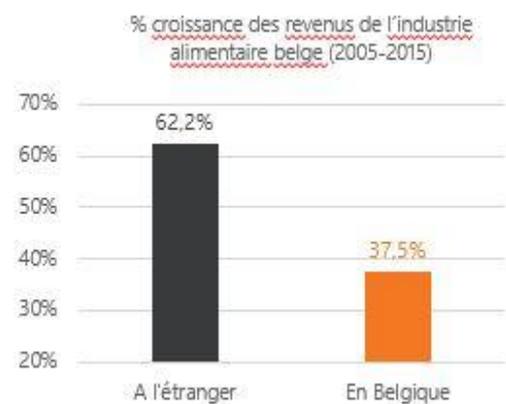
Le protectionnisme : Un frein à la croissance de l'industrie alimentaire belge

La qualité, la diversité et l'innovation de l'alimentation belge sont de plus en plus reconnues sur le plan international. Grâce à ces atouts, que le secteur met en avant dans le monde entier avec la marque 'Food.be – Small country. Great food.', les producteurs alimentaires belges ont pu accroître leurs exportations. Cette réussite a permis à l'industrie alimentaire de devenir le plus grand employeur industriel du pays.

Cependant, la vague de protectionnisme qui semble déferler sur le monde entier risque de contrarier cette success story. Le protectionnisme revêt des formes diverses comme l'embargo russe, le Brexit, en passant par l'étiquetage d'origine obligatoire, l'opposition au CETA ou encore la politique du président Trump. FEVIA plaide dès lors pour une politique commerciale loyale et ouverte permettant aux entreprises alimentaires belges de se développer en tirant parti de leurs points forts.

L'exportation contribue à la croissance et l'emploi

- L'industrie alimentaire belge représente pas moins de 48 milliards d'euros de chiffre d'affaires dont la moitié provient des exportations.
- L'exportation est le moteur de croissance de l'industrie alimentaire belge. Ces 10 dernières années, les exportations ont augmenté d'environ 5%.
- Le marché belge est sous pression : la croissance sur le marché intérieur connaît une baisse structurelle et a même atteint un taux négatif de -1% en 2015.
- Actuellement, l'industrie alimentaire belge emploie directement 90.000 personnes.
- Afin de pouvoir continuer à se développer et créer de l'emploi, l'exportation joue un rôle capital.



Discover the quality, diversity and innovation of Belgian food & drinks on www.food.be

La vague protectionniste menace notre économie ouverte

L'embargo commercial de la Russie, le Brexit, l'étiquetage d'origine obligatoire ou encore l'opposition au CETA et le discours « America First » du président Trump illustrent parfaitement la vague protectionniste qui semble envahir la planète. Ce protectionnisme se manifeste de différentes façons et représente chaque fois une menace pour une petite économie ouverte comme la Belgique.

Embargo commercial russe

- Vladimir Poutine a donné le coup d'envoi au cours de l'été 2014, en décrétant un embargo sur les produits agricoles et alimentaires européens.
- Les exportations de l'industrie alimentaire belge ont depuis diminué de 60%. La viande, les légumes et la plupart des produits laitiers ne franchissent plus les douanes russes.
- Cet embargo a conduit à une offre excédentaire, une chute des prix et une grave crise dans les secteurs touchés.

Brexit

- Le Royaume-Uni est le quatrième marché le plus important pour le secteur alimentaire belge et représente pas moins de 10% de nos exportations totales : le Brexit pourrait donc avoir une influence majeure, probablement peu positive sur les exportations de l'industrie alimentaire belge.
- Les exportations vers le Royaume-Uni représentent 2,2 milliards d'euros, soit 9,2% des exportations totales et ont enregistré une augmentation de 6% en 2015.
- L'impact à court terme – en raison du cours de la livre sterling – se fait déjà ressentir : deux mois après le Brexit, nos exportations vers le Royaume-Uni ont diminué de 6,4% par rapport à la même période l'an dernier.
- Depuis que la première ministre May a annoncé que le Royaume-Uni avait opté pour un Brexit 'dur', l'industrie alimentaire belge craint d'éventuelles mesures protectionnistes, comme de nouvelles taxes à l'importation. Cela pourrait gravement nuire au modèle d'exportation de l'alimentation belge, un scénario que nous devons donc absolument éviter.

Etiquetage d'origine obligatoire de la France à ...

- En juin 2016, la Commission européenne a donné son feu vert à la France pour « tester » durant deux ans un étiquetage d'origine obligatoire (Country of Origin Labeling) pour le lait et la viande utilisés comme ingrédients dans l'alimentation. Depuis, de nombreux autres pays européens, dont l'Italie, ont fait savoir qu'ils souhaitent prendre des initiatives similaires.
- L'initiative des autorités françaises est très clairement une forme de protectionnisme qui touche principalement les producteurs issus de plus petits pays ayant une économie ouverte, comme la Belgique.



Discover the quality, diversity and innovation of Belgian food & drinks on www.food.be

- FEVIA estime que cette décision politique de la Commission européenne va à l'encontre du principe de marché unique européen. Le secteur appelle donc les autorités belges à prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à la prolifération du protectionnisme en Europe.
- La France, en tant que partenaire commercial de premier plan, représente un cinquième des exportations totales de produits alimentaires belges.
- Les exportations de produits de viande et produits laitiers vers la France ont néanmoins diminué depuis l'annonce de l'étiquetage d'origine obligatoire.

CETA

- Les exportations de denrées alimentaires belges à destination du Canada ont augmenté d'un quart entre 2011 et 2015, pour atteindre 123 millions d'euros en 2015.
- L'accord de libre-échange CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement - CETA), que le Canada et l'Union européenne ont conclu en 2014 et qui entrera probablement en vigueur en 2017, peut favoriser la croissance des exportations. Le CETA permet d'exporter la plupart des produits agricoles et alimentaires européens vers le Canada sans payer de droits de douane, et inclut un engagement visant à éliminer plus rapidement les obstacles (phyto)sanitaires.
- L'opposition au CETA pourrait, en d'autres termes, entraver une possible accélération de la croissance vers l'un des marchés d'exportation les plus prometteurs. Nous appelons dès lors l'ensemble des autorités à ratifier rapidement le traité dans son intégralité.
- Nous espérons que les péripéties autour du CETA ne mèneront pas à une renationalisation de la politique commerciale européenne.

Politique « America First » de Trump

- L'élection de Donald Trump signifie probablement la fin de l'accord commercial TTIP que l'Europe et les Etats-Unis ont négocié il y a quelques années.
- Il est clair que le président Trump a choisi une toute autre politique commerciale que son prédécesseur. A l'heure actuelle, il est encore difficile d'évaluer quelles répercussions cette politique pourrait avoir sur les exportations de produits alimentaires belges vers les Etats-Unis.
- FEVIA suit ces évolutions avec grand intérêt et met en garde contre des initiatives politiques donnant lieu à des décisions qui mettent nos exportations en danger.



Discover the quality, diversity and innovation of Belgian food & drinks on www.food.be

Portons notre regard vers l'avenir en misant sur nos atouts

Les menaces qui pèsent sur l'industrie alimentaire belge sont bien réelles mais ne doivent pas nous faire céder à la panique. Au contraire, nous devons :

- Continuer à croire avec détermination en notre modèle d'exportation et défendre les avantages du libre-échange.
- Continuer à innover de manière proactive et pénétrer de nouveaux marchés d'exportation.
- Plus que jamais, mettre la qualité, l'innovation et la diversité de nos produits alimentaires belges sur le devant de la scène internationale, en ne tombant pas nous-même dans le protectionnisme.

Il est temps de travailler main dans la main et d'écarter, dans notre propre pays, les obstacles qui sont un frein à la croissance. La TVA sur l'alimentation et les boissons, la taxe d'emballage, la taxe au kilomètre, les surcoûts énergétiques, le Point Vert, la dite « taxe santé », l'augmentation des accises sur les boissons, etc. : nous devons prendre conscience qu'une accumulation de taxes et de cotisations nuisent à la compétitivité de nos entreprises dans une petite économie ouverte comme la Belgique. Le dernier rapport trimestriel de l'Observatoire des prix pointe à nouveau nos faiblesses : les prix de l'alimentation et des boissons augmentent plus rapidement dans notre pays que chez nos voisins, en raison de cette accumulation de taxes et de cotisations.

FEVIA tend la main aux autorités afin de s'engager dans un débat constructif sur l'avenir de l'industrie alimentaire. Afin de maintenir une croissance durable, l'industrie alimentaire elle-même met plusieurs propositions concrètes sur la table :

1. Etablir un plan de santé ambitieux impliquant toutes les parties prenantes concernées. Un tel plan de santé global ne peut réussir que si toutes les autorités belges travaillent ensemble à l'élaboration d'une politique de santé ambitieuse, plutôt que d'imposer une seule « taxe santé ». La décision du gouvernement fédéral de geler une nouvelle augmentation des « taxes santé » en novembre 2016 est déjà un pas dans la bonne direction.
2. Continuer à résorber le handicap salarial de l'industrie alimentaire, qui même après le tax-shift s'élève encore à 17,4%. Pour ce faire, FEVIA demande la révision de la formation des salaires et de l'indexation salariale automatique en Belgique.
3. Geler les surcoûts énergétiques, qui ont augmenté de 200% dans l'industrie alimentaire au cours de ces 8 dernières années.
4. Nous devons garder à l'esprit que notre pays produit des denrées alimentaires demandées dans le monde entier. Veillons dès lors à ce que l'alimentation et les boissons soient au premier plan lors des négociations à venir, à commencer par l'ambition de défendre un *trade friendly* Brexit.



Discover the quality, diversity and innovation of Belgian food & drinks on www.food.be

5. N'hésitons pas à faire découvrir au monde ce que notre pays a à offrir car nous sommes fiers de nos produits alimentaires. FEVIA appelle les autorités et les entreprises à promouvoir ensemble nos atouts avec Food.be - Small country. Great food. !



Discover the quality, diversity and innovation of Belgian food & drinks on www.food.be